



GUATEMALA : DES CHANGEMENTS PROFONDS EN PERSPECTIVE ? **Conjoncture 2015-2016**

1- Quelques repères pour comprendre la conjoncture	page 2
2- Le ras le bol de la corruption et l'impunité	page 3
a) Une campagne électorale sur le thème de la corruption	page 4
b) La corruption : suite	page 5
c) Le Guatemala est-il sur la voie de changements majeurs ?	page 7
3- Un pays mal développé avec comme conséquence une pauvreté endémique	
a) La situation de la pauvreté en 2014	page 9
b) Pour en finir avec la pauvreté au Guatemala	page 10
c) Nouvelles approches des revendications paysannes	page 11
d) Postulat du mouvement paysan	page 13
4- Espoirs/défis des paysans mayas d'aujourd'hui.	page 15

1) QUELQUES REPÈRES POUR COMPRENDRE LA CONJONCTURE

Population	17,2 millions d'habitants, le pays le plus peuplé d'Amérique centrale (RENAP 2016)		
		<u>Guatemala</u>	<u>Québec</u>
	<u>Structure d'âge :</u>	moins de 15 ans	43 %
		15-64 ans	54 %
	65 et plus	03 %	
			15,4 %
			68 %
			16,6 %
Capitale, principales villes	Guatemala La Ciudad est la capitale, Quetzaltenango (ou Xela en langue maya), Escuintla		
Monnaie	Le Quetzal. Échange autour de 6 Q/1 \$cad (printemps 2016).		
Langues parlées	Espagnol et 21 langues indigènes mayas + 2 autres dialectes		
Religion	Catholiques (60 %), évangélistes (40 %) mêlés aux rites mayas		
Composition ethnique	Mayas (60 %), ladinos (38 %) espagnols (2 %)		
Économie	<ul style="list-style-type: none"> • 50 milliards \$US, soit 3 330 \$ per capita • Principales exportations : café, sucre, bananes, coton. • Principales entrées de devises étrangères : transfert de fonds des émigrés légaux ou illégaux (9,6 % du PIB) 		
Répartition de la richesse	<ul style="list-style-type: none"> • 5 % de la population gagne 60 % de tous les revenus • 2 % des propriétaires fonciers possèdent 72 % des terres. Les Mayas végètent sur des terres incultes. • 8 familles contrôlent l'économie intérieure du pays. 		
Situation sociale	<ul style="list-style-type: none"> • 57 % de la population occupée n'ont pas atteint la 6^e année. • Le taux d'analphabétisme atteint 30 %, davantage chez les indigènes. • Le taux de mortalité infantile est de 39/1 000 h. chez les moins de 5 ans alors qu'il est de 5/1 000 au Canada. • 59,3 % de la population (9,4 millions de personnes) vit dans la pauvreté dont 15 % vit dans l'extrême pauvreté. (Encovi 2014) • Malnutrition chronique en 2013 : 52 % chez les jeunes de 3 mois à 5 ans. En augmentation depuis l'an dernier. • 3^e pays d'Amérique latine le plus violent (taux d'homicides). • Corruption et impunité généralisée. 		
Indice de développement humain (IDH)	L'ONU classe le Guatemala au 133 ^e rang sur 187 pays quant à l'IDH alors que le Canada se classe au 11 ^e rang .		

2) LE RAS LE BOL DE LA CORRUPTION ET DE L'IMPUNITÉ

Il faut remonter à la dernière campagne électorale pour comprendre la conjoncture politique actuelle au Guatemala; c'était en avril 2015. Alors que tout semblait routine, le parti LIDER cumulerait le plus grand nombre de sièges et son leader, Manuel Baldizon, remporterait la présidence, c'était sans compter sur un séisme politique inattendu dont les répercussions se feraient toujours sentir aujourd'hui et auraient une influence déterminante sur l'avenir du pays.

Avant d'aller plus loin, pour bien comprendre, quelques mots sur le système politique au Guatemala.

Système politique du Guatemala

Le Guatemala est une république unitaire, c'est-à-dire qu'il comporte un gouvernement central, une seule constitution, un seul système légal et des forces de l'ordre opérant à la grandeur du pays.

Le système politique est constitué de 3 types de pouvoir : le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, tous 3 indépendants et autonomes.

Le président est élu au scrutin universel pour un mandat unique de 4 ans.

C'est le président qui nomme les ministres parmi les personnes les plus aptes, au sein de la société civile, à remplir les mandats donc non choisies au sein de la députation.

Les municipalités sont des entités juridiques avec certains pouvoirs délégués par le gouvernement central mais n'ont pas le pouvoir de lever des impôts pour financer leurs activités; leur budget vient du gouvernement central.

Les partis politiques se prolongent au niveau des municipalités car chaque parti politique présente, sous sa propre bannière, des candidats à la mairie des municipalités.

Le Congrès, ou assemblée législative, est composé de 158 députés dont 126 élus par districts et 32 par une forme de proportionnelle.

Les principaux partis pour la droite étaient le LIDER, le Partido Patriota et l'UNE alors que pour la gauche, on retrouvait la Convergencia, l'URNG-MAIZ et le WINAQ.

a) Une campagne électorale sur le thème de la corruption

La campagne électorale débutait le 2 mai 2015 pour un scrutin le 6 septembre. Mais tous les plans de campagne furent chamboulés.

Le 16 avril 2015, Ivan Velasquez, commissaire de la Comisión Internacional contra la Impunidad en Guatemala (CICIG)¹ et Thelma Aldana, la procureur général du Ministerio Publico² (MP) du Guatemala, s'adressent à la presse pour annoncer qu'ils ont débusqué un réseau de fraude au niveau des douanes portuaires du Guatemala qui implique la Superintendencia de Administracion Tributaria (SAT)³ et que 17 personnes sont mises en accusation, arrêtées ou recherchées en relation avec cette affaire dont Juan Carlos Monzon, le secrétaire particulier de la vice-présidente Roxana Baldetti. Monzon serait la tête dirigeante du réseau dénommé La Linea. Cette opération était le résultat d'un an d'investigation des deux entités mentionnées.

La Linea fut le nom attribué à un réseau de personnes complices pour frauder l'État par la diminution du paiement des taxes douanières par des entreprises importatrices. En échange de pots-de-vin, redistribués dans La Linea, les compagnies pouvaient déclarer des quantités moindres que celles réellement importées et alors payer moins de taxes. Plus de 125 entreprises seraient impliquées dans le stratagème. Ce serait surtout des entreprises de textiles.

Cette dénonciation fut le détonateur d'un mouvement citoyen, Renuncia Ya, qui, sans relâche, chaque samedi pendant 25 semaines, a pris la rue pour des manifestations exigeant la démission de la vice-présidente.

Le 5 mai, une opération bloquant toutes les routes importantes du pays suivie d'une manifestation dans la capitale obligent les acteurs sociaux à prendre position, la vice-présidente est obligée de démissionner. Elle est mise en accusation et emprisonnée.

En juillet, la CICIG récidive avec un rapport sur le financement illicite des partis politiques. Elle identifie 6 types de financement illicites : détournement de fonds publics, acquisition de fonds en échange de services, par les médias de communication, par les entreprises de construction en échanges de services futurs, l'autofinancement par les riches du parti et l'argent des narcotrafiquants.

¹ La CICIG est une commission internationale sous l'égide de l'ONU, donc complètement indépendante du gouvernement guatémaltèque, ayant pour mandat d'aider le gouvernement à combattre la corruption et à freiner l'impunité. Elle possède ses propres enquêteurs, ses propres avocats et toute une équipe de soutien. Lorsqu'elle débusque des fraudes, elle les communique au Procureur général qui, lui, entame les procédures judiciaires.

² Le Ministerio Publico serait ici le ministère de la Justice. On dit souvent le MP ou la MP pour désigner le ou la responsable de ce ministère.

³ La Superintendencia de Administracion Tributaria (SAT) est l'organisme chargé de collecter et d'administrer les taxes et impôts au Guatemala.

Puis, c'est la démission de 4 candidats du parti LIDER dont le candidat à la vice-présidence car tous accusés de fraude et de corruption envers l'État guatémaltèque.

En août, coup de tonnerre, la CICIG et le MP annoncent qu'ils ont la preuve irréfutable que le président Otto Pérez Molina, non seulement participe mais qu'il est la tête dirigeante de La linea et qu'avec la vice-présidente Roxana Baldetti, ils se partagent 50 % des pots-de-vin résultant de la fraude aux douanes, l'autre 50 % étant partagé entre les autres personnes impliquées. Ils en étalent la preuve devant les médias.

Le candidat à la présidence du Partido Patriota (parti du président accusé Otto Pérez Molina) démissionne ainsi que plusieurs autres candidats comme députés. C'est la débandade du Partido Patriota.

Le 27 août, à l'appel de Renuncia Ya, plus de 100 000 personnes envahissent la Plaza de la Constitucion pour exiger la démission du président. Devant l'évidence, même le CACIF⁴ invite les employeurs à libérer leurs employé-e-s pour aller participer à la manifestation. Du jamais vu.

Finalement, abandonné par son parti et le milieu des affaires, il démissionne le 3 septembre, 3 jours avant le scrutin électoral. À la demande du procureur général, le Congrès se réunit d'urgence et vote à l'unanimité en faveur du retrait de l'immunité du président. Il est aussitôt arrêté, mis en accusation et incarcéré.

Le 6 septembre, l'élection eut lieu. Très influencés par les dénonciations de la corruption et les arrestations, les électeurs accordent largement leur préférence à Jimmy Morales du parti Frente de Convergencia – Nacion (FCN) mais ne lui accordent que 11 députés sur 158. Jimmy Morales est un humoriste bien connu au Guatemala mais avec aucune expérience politique.

Dans la bataille pour la présidence, au deuxième tour, Jimmy Morales l'emportera sur Sandra Torres de l'UNE. Au niveau des sièges, le LIDER a obtenu 37 députés, l'UNE 28 et le Partido Patriota 19 tandis qu'au niveau des partis progressistes la Convergencia remportera 3 sièges, l'URNG-MAIZ 1 et le Winaq 1.

b) Corruption : suite

Depuis l'élection, la MP a continué son travail en accusant la juge Marta Sierra de Stalling, présidente de la Camara Penal de la Corte Suprema de Justicia d'avoir, sans motifs valables, favorisé la libération d'accusés dans le cas de La Linea. Le même jour, une autre juge, Gisela Reinoso est accusé d'enrichissement illicite et de blanchiment d'argent.

⁴ CACIF : Comité Coordinador de Asociaciones Agrícolas, Comerciales, Industriales y Financieras. C'est le très puissant et conservateur regroupement de tous les secteurs du monde des affaires au Guatemala.

En avril 2016, les ex-président Otto Pérez Molina et ex-vice-présidente Roxana Baldetti sont aussi accusés d'une fraude dans l'octroi d'un permis à la Terminal de Contenedores Quetzal (TCQ), filiale d'une compagnie espagnole qui a remis un pot-de-vin important de 30 millions \$US dont 4 \$ millions allaient au président et 4 \$ millions à la vice-présidente.

Entretemps, s'est ajouté un 3^e délit pour la vice-présidente qui a consisté à comploter avec une compagnie israélienne, Tarcic, pour octroyer un contrat pour la décontamination du lago Amatitlan mais avec tout simplement de l'eau salée au lieu du produit inscrit au contrat. Et pour récompense un autre important pot-de-vin.

Et, graduellement, la presse dévoile les stratagèmes de blanchiment de l'argent sale du président et de la vice-présidente (prêtes-noms, argent déposé dans comptes de banque au nom de d'autres personnes, achat de maisons, bateaux, falsification d'opérations d'entreprises bidons, etc.)

En février 2016, la CICIG et le MP font des perquisitions dans une des plus grandes entreprises du Guatemala, Aceros de Guatemala. Devant l'imminence de mises en accusation, en avril dernier, Aceros de Guatemala décide de faire une entente avec la SAT pour éviter l'arrestation de personnes très influentes du milieu des affaires impliquées dans cette fraude fiscale de 250 millions de quetzales (35 millions US). Les personnes impliquées seraient liées à la plus grande banque du Guatemala, el Banco Industrial de Guatemala. L'entreprise consent à rembourser 877 millions de quetzales (quelque 110 millions de dollars US) comprenant le remboursement de l'argent résultant de la fraude, les intérêts et l'amende. Ce montant considérable permettra de diminuer de façon importante le déficit budgétaire du gouvernement. La dénonciation de ce cas démontre que la corruption est vraiment dans toutes les sphères politiques et économiques mais aussi que, dorénavant, personne ne sera à l'abri des poursuites.

Puis, récemment en mai 2016, un autre grand scandale est dévoilé par la CICIG et le MP. Cette fois, ce sont 7 membres de l'exécutif qui sont accusés d'avoir créé des «plazas fantasmas», des emplois fictifs profitant à leurs parents, ami-e-s ou connaissances. Alors que la loi prévoit que chaque député peut avoir 3 employés payés par l'État pour effectuer du travail parlementaire, certains en avaient 7 ou 8 et de surcroît, plusieurs n'avaient aucune compétence pour accomplir la tâche, n'auraient jamais exécuté de travaux et ne se seraient même jamais présentés au travail.

Plus récemment encore, le président Otto Pérez Molina et la vice-présidente Roxana Baldetti sont accusés d'avoir cumulé pour 290 millions de Q en pots-de-vin à travers le financement illégal pour la campagne électorale entre 2009 et 2015.

Et on peut s'attendre à ce que la liste s'allonge.

c) Le Guatemala est-il sur la voie de changements majeurs ?

Selon l'Instituto de Problemas Nacionales de l'Université San Carlos, « *Trois courants sociaux avec capacité de représentation (incidencia) politique qui, même si ce n'est pas toujours de manière explicite, compétitionnent dans l'arène politique* ». Ce sont :

- a) le courant conservateur actuellement sur la défensive mais ayant des entrées importantes au gouvernement central;
- b) le courant réformiste sous le leadership de certains opérateurs de justice surtout de la communauté internationale auquel adhère une grande partie de la société civile;
- c) un courant naissant qui regroupe différentes associations de base autour de l'idée ou de la consigne d'une refondation de l'État.

1^{er} courant : les entreprises regroupées au sein du CACIF (Comité Coordinador de Asociaciones Agrícolas, Comerciales, Industriales y Financieras). Cet organisme qui regroupe l'élite économique dominante jouit d'une influence énorme sur le développement du pays et possède son ascendant sur la plupart des partis politiques influents du pays. Afin de maintenir ses privilèges, le CACIF se base sur la stricte application des lois du marché, s'oppose systématiquement à toutes réformes de la fiscalité qui augmenteraient leurs contributions fiscales et permettraient une meilleure répartition de la richesse, à la Loi sur le Développement Rural Intégral, loi-phare revendiquée par le mouvement paysan, etc.

2^e courant : la CICIG, la SAT et le MP agissant avec un parfait synchronisme. Par exemple, dans le cas de Aceros de Guatemala, composé d'hommes d'affaires très influents qui furent obligés de rembourser la fraude fiscale, les intérêts et l'amende (quelque 120 millions de \$cad) ou encore la suspension par la CC du permis d'opérations de la mine La Puya. Ces gens ne sont pas habitués à se faire remettre à l'ordre car ils se considèrent au-dessus des lois. De ce courant provient également une proposition de réforme constitutionnelle endossée par les 3 pouvoirs de l'État mais c'est le secrétariat technique, dont la tête dirigeante est la CICIG, le MP et la PDH⁵ qui contrôle l'agenda.

3^e courant : les forces sociales et politiques qui se regroupent autour d'une proposition de « refondation » de l'État. On y retrouve le mouvement paysan, les organisations indigènes, de femmes, de jeunes, des partis progressistes, etc. Ce courant a déjà démontré sa capacité de mobilisation dans le passé et actuellement dont les dernières en liste sont les mobilisations Marcha del Agua en avril de l'ASP et celle du 11 mai organisée par la CNOCA, CODECA, UVOC etc. qui a bloqué toutes les routes importantes du pays.

⁵ PDH = Procuradora de los Derechos Humanos. Le Bureau des droits humains est un organisme guatémaltèque spécialement dédié à la protection des droits humains. Il est présent et souvent il intervient lors des occupations et expulsion de terres, lors des grandes manifestations. Bien que financé par l'État, il est complètement autonome. Ce qui lui permet une marge de manœuvre importante dans ses interventions,

Au milieu de ces courants, se situent les députés dont plusieurs sont sur le point de perdre leur immunité afin d'être poursuivis en justice par le MP pour fraude. En définitive, le pouvoir formel ou gouvernement central apparaît plutôt comme un acteur secondaire. *« La question est : qui des 2^e et 3^e courant va accumuler des forces majeures au milieu de ce séisme politique. Les réformistes pour réédifier la société de manière évolutive ou les forces extrêmes pour diminuer le chaos (descender al caos) ? »* (IPN dans El Periodico 15/05/16)

Dès mon premier contact avec le Guatemala en 1996 puis à chaque séjour et lors de mes nombreuses lectures sur la situation au Guatemala, la question de la corruption et de l'impunité ressortait constamment. On les disait endémiques et enracinées et personne ne pouvait prévoir le moment où la situation pourrait changer.

Aujourd'hui, je crois que l'espoir de changements profonds est permis. Tous s'entendent pour l'attribuer à 2 facteurs complémentaires : le courage de certains opérateurs de justice et la mobilisation citoyenne.

En effet, la CICIG et le MP du Guatemala, en conjuguant leur action ont réussi à créer cet espoir. La transparence et le courage de dénoncer publiquement la corruption et l'impunité et de poursuivre en justice les personnes impliquées, et ce à quelque niveau que ce soit, contrastaient d'avec le laxisme et la connivence antérieurs. La mobilisation citoyenne, sans violence ont fait remarquer plusieurs commentateurs, fut tout aussi importante sinon plus encore. Des manifestations répétées chaque samedi culminant avec une dernière de 100 000 personnes réunies pour dire non à la corruption et à l'impunité et demander la démission des président et vice-présidente du pays renforcent l'impression qu'aujourd'hui les choses peuvent changer.

À plusieurs reprises, Ivan Velasquez de la CICIG et Thelma Aldana, le procureur général, l'ont réclamé haut et fort, la mobilisation citoyenne est essentielle et elle doit continuer si l'on veut des changements significatifs.

Pour qualifier le travail réalisé, Thelma Aldana affirme : *« Depuis plusieurs années, plusieurs décades, la corruption régnait en silence et faisait partie de notre culture : réellement, elle était enracinée. Ce qui s'est passé, c'est un changement abyssal, c'est une autre culture qui a commencé à se former ».*

Pour sa part, Sandra Moran de la Convergencia affirme : *« Je crois que nous sommes à un moment des plus importants, le défi sera de soutenir le changement. Il y eut un tsunami politique mais il faut voir ce qu'il restera de cette énergie impressionnante. L'on sait que ce sont les changements culturels qui sont les plus importants et je crois qu'il y eut changement culturel ».*

3- UN PAYS MAL DÉVELOPPÉ AVEC COMME CONSÉQUENCE UNE PAUVRETÉ ENDÉMIQUE

La pauvreté est toujours un sujet d'actualité brûlante. Au même titre que la corruption et l'impunité il y a à peine un an, rien ne laisse percevoir que la société est prête à changer à ce niveau. Elle n'en demeure pas moins le reflet d'une société mal développée et en situation d'injustice sociale évidente.

a) Situation de la pauvreté en 2014 (Instituto Nacional de Estadística) ENCOVI 2015 et 2016)

	Pauvreté totale		Pauvreté extrême	
2000	56,4 %		15,7 %	
2014	59,3 %	+ 2,9 %	23,4 %	+ 7,7 %

Pauvreté extrême : besoin en alimentation de base seulement

Pauvreté : alimentation de base plus habitation, santé, transport et vêtements.

Le tableau se lit comme suit : en l'an 2014, 59,3 % de la population du Guatemala vivait dans la pauvreté dont 23,4 % dans l'extrême pauvreté.

Pauvreté comparée : indigènes et non indigènes (El Periodico, 11/12/2015)

	Pauvreté indigènes		Pauvreté non indigènes	
2006	75 %		46,6 %	
2014	79,2 %	+ 4,2 %	36,3 %	- 10,3 %

Les 2 départements les plus affectés par la pauvreté sont : Alta Verapaz avec 83,1 % dont 53,6 % en situation de pauvreté extrême et Solola avec 80,9 %.

Seulement 3 départements ont vu la pauvreté diminuée (Quiché, San Marcos, Baja Verapaz) alors que les autres l'ont vu augmentée.

« ... le consensus à l'effet que la croissance économique est la meilleure solution pour réduire la pauvreté ne tient pas au Guatemala. Depuis 2000, l'économie a cru de 30 % en termes réels mais la pauvreté a continué d'augmenter. Wilson Romero, coordonnateur de l'Instituto de Investigaciones Economicas y Sociales (IDIES) de l'Université Rafael Landivar, croit que « la pauvreté est plutôt due à l'inégalité des revenus dans le pays ».

Le 18 mai 2016, l'Instituto Nacional de Estadísticas (INE) affirme que 1,4 million de personnes seront à haut risque alimentaire pour la saison 2016. Selon le Secretaria a la Seguridad Alimentaria y Nutricional (SESAN), OXFAM et Le Programme Alimentaire Mondial, « De ce total, 180 000 familles sont déjà en grave situation de pénurie alimentaire ce qui les place en danger de mort » si des interventions ne sont pas faites. (Prensa Libre, 18/05/16)

b) Pour en finir avec la pauvreté au Guatemala

On l'a vu au début, la richesse est vraiment concentrée dans les mains d'une minorité de privilégiés du pays. Cette minorité, représentée par le CACIF, tient à ses privilèges et seul un rapport de force favorable aux plus faibles viendra à bout de la pauvreté et de l'exclusion sociale, particulièrement chez les indigènes mayas.

C'est ce qu'avancent les forces paysannes, travailleuses et indigènes guatémaltèques et leurs activités sont constamment au cœur de la conjoncture dans ce pays.

Avant d'approfondir le rôle du mouvement paysan, soulignons que la force des travailleurs salariés est bien faible : seulement 1,8 % des travailleurs sont syndiqués et ceux-ci sont concentrés dans le secteur de l'éducation (professeurs) et de la santé (fonction publique). Dans le secteur privé, bien peu. Ce n'est pas que leurs conditions de travail sont intéressantes : le salaire moyen mensuel des hommes s'élève à 2 269 Q ou 360 \$cad et pour les femmes 1 836 Q ou 291 \$cad.

La principale force de changement social au Guatemala est le mouvement paysan et indigène. Paysans et indigènes vont de pair : la majorité des paysans sont indigènes et la majorité des indigènes sont paysans. Par contre, des clivages idéologiques ont déchiré le mouvement à certaines époques et les équelles sont encore perceptibles actuellement.

Les principaux organismes paysans sont : le Comité Unidad Campesina (CUC), la Coordinadora Nacional de las Organizaciones Campesinas (CNOc), le Comité de Desarrollo Campesino (CODECA), le Comité Campesino del Altiplano (CCDA), la Coordinadora Nacional Indígena y Campesina (CONIC), Union Varapacense de Organizaciones Campesinas (UVOc).

Au début 2015, plus d'une centaine d'organismes dont le CUC et CCDA font partie, ont mis sur pied une coalition en vue d'augmenter l'efficacité de leur action, l'Asemblea Social y Popular (ASP).

Tous ces organismes ont la capacité de mobiliser au niveau national. Ainsi, en avril 2016, l'Asemblea Social y Popular a mobilisé l'opinion publique par une marche de 7 jours pour demander une législation sur la préservation des ressources hydriques. Suite à cette marche, les 5 députés des 3 partis progressistes soit la Convergencia, l'URNG-MAIZ et le Winaq ont déposé au Congrès un projet de loi afin de concrétiser les revendications des organisations.

Puis, moins d'un mois plus tard, le 11 mai, ce fut au tour de la CNOc, de CODECA et d'UVOc de mobiliser pour revendiquer, cette fois, la fin des subventions aux entreprises, la nationalisation des services publics, l'ensemencement de 15 % des terres cultivables en « granos basicos » pour assurer la sécurité alimentaire des paysans, etc. Ils ont bloqué les principales routes du pays (28 intersections) pendant

toute la journée avant d'avoir l'assurance de rencontrer des représentants du gouvernement. La police n'a pas osé intervenir malgré l'obtention par le CACIF d'une injonction (amparo) obligeant le gouvernement à assurer la libre circulation sur les voies publiques.

Bien qu'elle possède la force de mobilisation suffisante, la CONIC utilise davantage la stratégie de collaboration avec le gouvernement. Lors des manifestations du mouvement Renuncia Ya visant à demander la démission du président, la CONIC manifestait en appui au président malgré l'évidence. Les médias ont relaté que la CONIC avait obtenu plusieurs centaines de milliers de dollars du gouvernement.

c) Nouvelles approches des revendications paysannes

La majorité des organisations paysannes en action aujourd'hui ont vu le jour au temps du conflit armé et sont nées pour contrer la répression exercée contre les paysans mayas ou pour revendiquer l'amélioration des conditions de vie et de travail des paysans. Ainsi l'on pourrait identifier trois champs d'action traditionnels :

- a) l'accès à la terre
- b) la demande salaires et de conditions de travail décentes dans les grandes plantations et
- c) de justes prix pour les biens de consommation.

Depuis une vingtaine d'années, on pourrait situer la ligne avec la signature des Accords de Paix fin 1996, la démocratisation de la société guatémaltèque a permis de meilleures conditions d'association, une plus grande liberté de parole, la solidarité internationale, etc, et a favorisé le développement et le peaufinage de nouvelles approches. En faisant la compilation des documents produits et des propositions issues des rencontres, congrès, etc. des organisations paysannes, Boris Cabrera de CONGCOOP⁶ en arrive à une compilation des approches stratégiques des organisations paysannes depuis 20 ans.

Nouvelles approches des revendications paysannes⁷

Approches	Contenu
Bien vivre	Vivre avec le nécessaire. Retourner aux formes ancestrales d'organisation communautaire. L'Homme et la Femme en équilibre avec la nature et l'environnement. Complémentarité, équité et égalité des chances. Valoriser la parole. Prééminence et respect de la vie et de la collectivité.

⁶ CONGCOOP = Coordinacion de organizaciones no gubernamentales y cooperativas est un important organisme de soutien aux luttes paysannes, particulièrement dans le domaine de la recherche sociologique et économique.

⁷ Boris Cabrera, dans Movimiento Campesino en Guatemala, IDEAR/CONGCOOP, 2013

Reproduction de la vie	Droit à l'alimentation comme droit humain. Viabilité de la vie en milieu rural comme principe de souveraineté alimentaire. Au-delà de l'auto-subsistance.
Contrôle des ressources	La reproduction de la vie en milieu rural n'est pas possible sans ressources, particulièrement la terre et l'eau. Les économies paysannes ne peuvent pas produire sans le contrôle de ces ressources et les moyens d'échange.
Défense du territoire	Le territoire comme espace où se développent les relations sociales, de pouvoir et d'échanges face à l'introduction des nouveaux acteurs, politiciens et économistes qui essaient d'imposer les conditions d'inégalités dans le bilan de ces relations. La terre comme sentiment d'appartenance et d'identité au-delà de la simple fonction reproductive.
Défense des droits collectifs	Exercice d'un pouvoir autonome construit durant les étapes de la vie des personnes et qui génère confiance et légitimité. Exercice d'une pression sociale dans la recherche du bien commun face à l'État compris comme le régulateur des droits et obligations citoyennes et face aux groupes sociaux antagoniques.
Développement rural intégral	Institutionnalité et politiques publiques impulsées par l'État directement orientées vers les paysans en tant que sujets économiques.

Agriculture Familiale paysanne durable

Les organisations paysannes du Guatemala, en coordination avec celles d'Amérique Latine, ont développé un concept unificateur pour la lutte à la pauvreté, c'est celui de l'agriculture familiale paysanne durable (AFPD).

Agriculture	Familiale	Paysanne	Durable
Lien avec la terre et le territoire en tant que relation de base pour la vie et la reproduction familiale.	L'unité familiale dont la femme a un rôle déterminant dans la réalisation du travail, des semences à la commercialisation.	L'identification à une classe sociale, culturelle et politique qui lie l'agriculteur-trice à la terre et qui fait qu'il-elle se mobilise afin de satisfaire ses propres aspirations.	Des pratiques agricoles indigènes durables, organiques et exemptes de produits chimiques.

Ce concept lie les approches développées dans une perspective de souveraineté alimentaire visant la diminution de la pauvreté.

d) Postulat du mouvement paysan

Les politiques économiques en vigueur sont impuissantes à réduire la pauvreté et l'exclusion des indigènes mayas de la société guatémaltèque. Si la preuve est faite historiquement, elle se confirme encore plus aujourd'hui où, en cette époque de néolibéralisme, la pauvreté et l'exclusion ne font qu'augmenter.

Tableau : pauvreté totale et extrême - Guatemala

	Pauvreté totale		Pauvreté extrême	
2000	56.4 %		15,7 %	
2014	59,3 %	+ 2,9 %	23,4 %	+ 7,7 %

Tableau : pauvreté indigènes, non indigènes

	Pauvreté indigènes		Pauvreté non indigènes	
2006	75 %		46,6 %	
2014	79,2 %	+ 4,2 %	36,3 %	- 10,3 %

Les politiques gouvernementales guatémaltèques favorisent les grandes entreprises, celles avec des privilèges au niveau des salaires et autres avantages situés dans les zones franches, dans « la maquila ».

Celles qui viennent extraire les ressources naturelles, particulièrement minières, en payant le minimum de redevances, en se préoccupant peu de l'environnement et en dépossédant les paysans de leurs terres.

Celles qui pratiquent la monoculture (canne à sucre, palme africaine, bananes, etc.) qui, elles aussi se préoccupent peu de l'environnement en déviant des cours d'eau, en asséchant des nappes phréatiques, en rejetant des déchets toxiques dans les cours d'eau nuisant à la faune aquatique, etc.

Celles qui s'approprient indûment des terres appartenant aux paysans ou à l'État (terres communales) et qui procèdent à des expulsions violentes de paysans. Et l'on pourrait continuer ainsi longtemps.

Le mouvement paysan rejette les prétentions du discours dominant à l'effet que cette stratégie de développement va arriver à terme à réduire l'exclusion et l'état de pauvreté dans lesquels les familles de paysans s'enlisent.

Devant cet état de fait, il propose le développement de l'AFPD comme la seule solution pour permettre aux familles paysannes de sortir de la pauvreté. Et l'unanimité se fait autour de la revendication d'une loi, la Loi sur le Développement

Rural Intégral (LDRI) bloquée systématiquement par le puissant CACIF et s'insurge contre tout ce qui, à leur avis, va à l'encontre de cette orientation.

Évidemment, cette orientation est en complète opposition du discours dominant et des privilèges qu'une minorité de la population jouit. Sans concessions importantes, nous assisterons bientôt à une collision frontale entre les privilégiés au pouvoir et les paysans.

Pour les Mayas, la Terre est sacrée, ils la qualifient de Terre-Mère ou terre nourricière. Encore aujourd'hui, c'est elle qui assure la subsistance de milliers de communautés. Les associations de paysans réclament l'accès à la terre comme le seul moyen de contrer l'extrême pauvreté. Des experts qualifient l'époque actuelle de 4e grande dépossession de terres des Mayas.



Les paysans de Xalala manifestent contre la construction d'un barrage électrique qui inondera leurs terres.

« Mais le problème de fond est le contrôle des ressources naturelles, minérales et hydrauliques. Les acteurs directs de ce conflit sont les entreprises transnationales et, de manière de plus en plus importante, les leaders indigènes au niveau national et local de divers courants de pensée. » Institut des problèmes nationaux, Université San Carlos (El Periodico, 14 oct. 2012)

4- ESPOIRS ET DÉFIS DES PAYSANS MAYAS D'AUJOURD'HUI

Je concluerai en essayant de faire ressortir les espoirs qui alimentent les paysans mayas et les défis conséquents qui en résultent.

1er ESPOIR : sortir de la marginalité et de la pauvreté dans lesquelles on les maintient depuis la conquête espagnole.

Le plus grand espoir des communautés indigènes mayas est de vivre dignement avec leur culture propre. Ceci veut particulièrement dire de sortir de la pauvreté puisque 79 % vivent dans la pauvreté. Dans le seul département de Totonicapan, 82,5 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique et 62 % souffrent d'un type ou l'autre d'anémie. (Prensa Libre, citant le SESAN, 17/02/2014).

DÉFIS : faire la démonstration de la capacité de l'agriculture paysanne familiale durable

Les associations paysannes mayas ont compris que jamais les paysans ne sortiront de la marginalité et de la pauvreté en allant travailler comme main d'œuvre corvéable et à bon marché, dans les grandes fincas du pays, là où le salaire minimum n'est presque jamais respecté.

Leur défi est de faire la démonstration que les petits producteurs, les paysans mayas du Guatemala, peuvent faire la différence. Qu'ils peuvent produire pour assurer leur survie alimentaire et même produire des surplus qui leur permettraient de se procurer des biens essentiels liés aux vêtements, à l'éducation, à l'habitation, etc. mais à la condition que le gouvernement leur apporte l'aide nécessaire en intrants, en conseils-accompagnements pour la production et la commercialisation de leur production excédentaire. CCDA, notre partenaire au Guatemala met cela sous le chapeau de la souveraineté alimentaire.

Le défi à relever est d'autant plus grand que le gouvernement en place et la majorité des partis politiques prônent exactement l'inverse. Toute l'aide matérielle ou législative est orientée vers les multinationales étrangères ou vers les grands propriétaires terriens vivant de l'exploitation des ressources naturelles dont les mines, de la monoculture de la palme africaine, de la canne à sucre, de la banane, etc. Et de surcroît, des secteurs d'activités qui sont dommageables pour l'environnement et qui demandent davantage de terres, celles appartenant aux paysans mayas, évidemment.

Depuis quelques années, les grandes institutions internationales prennent conscience que nous entrons dans une ère de crise alimentaire et que l'orientation néolibérale actuelle ne peut pas être la solution. L'alternative se situant dans la création d'un espace spécifique pour l'économie paysanne familiale.

2e ESPOIR : pouvoir assurer leur souveraineté alimentaire avec leur principal moyen de production, leur terre.

La grande majorité des indigènes mayas veulent **rester sur leurs terres pour la cultiver** ou encore en acquérir une, car c'est **le seul moyen digne et efficace** pour eux de sortir de la pauvreté. C'est grâce à la terre qu'ils ont pu se prémunir contre l'acculturation, qu'ils ont conservé ce qui leur reste de leur langue, de leurs coutumes, leur amour de la nature, etc.

DÉFIS : Stopper la dépossession de leurs terres et en acquérir de nouvelles.

Renverser l'injustice qu'ils ont subie signifie à court terme de stopper la dépossession de leurs terres donc de conserver leurs terres : aujourd'hui, les grandes entreprises négocient individuellement avec des paysans pour acheter leurs terres, ou encore délogent ceux qui se sont installés sur un lopin inoccupé, il y a de cela des années.

Selon Silvel Elias, docteur et ingénieur en agronomie, à ce jour, les paysans mayas ont subi **4 grandes dépossessions** de leurs terres : 1) la Conquête 2) l'époque libérale (fin du 19^e siècle) où le gouvernement distribuait les terres des paysans mayas aux Allemands, aux Hollandais, aux Belges et autres, pour la culture du café par exemple, 3) le conflit armé (1960 – 1996) où les paysans furent obligés de quitter leurs terres et se réfugier dans les montagnes ou au Mexique pour fuir la répression 4) depuis une vingtaine d'années, ils sont en voie de subir la quatrième dépossession qui, à son avis, *est des plus brutales*, celle où **les multinationales et les grands propriétaires terriens** s'approprient les eaux, la forêt, le minerai, la biodiversité et les terres sur lesquelles se trouvent ces ressources naturelles ... ils se trouvent que ces terres sont en territoire maya.

Renverser l'injustice signifie non seulement de stopper la dépossession mais aussi de récupérer des terres pour assurer leur sécurité alimentaire.

Concrètement, un des espoirs réside dans la **Loi sur le développement rural intégral** que le Congrès tarde à accepter subissant les assauts du puissant lobby du milieu des affaires réuni autour du CACIF.

3e ESPOIR : maintenir leur relation avec la terre, la Terre-Mère et produire écologiquement

Se référant à leur culture traditionnelle et à la crise environnementale, les paysans mayas sont encouragés à **produire de façon écologiquement viable**. « Los ancianos », disent-ils, pratiquaient la production en respectant la nature, en chérissant la terre comme la Madre Tierra, « *celle qu'il faut protéger car c'est d'elle que nous vient notre survie* ».

DÉFIS : contrer l'industrie de l'agroalimentaire chimique

Produire sans engrais chimiques mais par compostage des matières naturelles dont le lombricompostage de la pulpe de café, par exemple, et par les soins appropriés aux plantes et ce, de façon aussi efficace qu'avec l'utilisation des produits chimiques. Ou encore par **l'utilisation des graines de semences « criollas »** car, de toute façon, ils n'ont pas l'argent pour acheter des graines à chaque année.

Mais il y a un obstacle de taille sur leur chemin, ce sont **les multinationales de l'agroalimentaire**. Il y a à peine deux ans, le gouvernement guatémaltèque a passé une loi qui donnait l'exclusivité à la compagnie Monsanto pour vendre ses graines de semences traitées chimiquement. Cette loi empêchait même aux petits producteurs d'utiliser leurs propres graines de semences sous peine d'amendes.

Tout le mouvement paysan guatémaltèque s'est mobilisé, toutes tendances idéologiques confondues ». Les paysans ont bloqué toutes les routes du pays pendant deux jours, obligeant le gouvernement à voter l'annulation de sa loi Monsanto. Cette réussite leur a redonné encore plus d'espoirs.

4e ESPOIR : acquérir l'influence politique pour que leur voix soit entendue

Actuellement, les Mayas n'ont aucun pouvoir politique car presque personne pour les représenter au Congrès; par contre il ont un certain pouvoir populaire, on l'a vu avec le succès obtenu face à la contestation de la Loi Monsanto et de la mobilisation possible.. L'espoir est de **se structurer politiquement** de sorte à investir le Congrès et faire valoir leurs revendications.

DÉFIS : mettre sur pied ou unifier les forces en un parti politique suffisamment fort pour défendre leurs intérêts.

Les organisations paysannes paysannes sont divisées sur la question. Certaines croient qu'elles peuvent assurer une influence suffisante par leur travail de représentation et leur force populaire. D'autres y voient la nécessité de créer un parti politique issu de l'alliance des petits partis et des organisations progressistes au Guatemala qui saura les représenter et obliger des lois pour favoriser leurs rêves de souveraineté alimentaire. Le défi est grand. Est-il irréaliste ? Le rapport de force est disproportionné mais les conditions sont peut-être en voie de se transformer en leur faveur.

Et d'autres pays l'ont relevé. On nous donne en exemple, la Bolivie où le président du pays, Evo Morales, un leader indigène a été élu démocratiquement et qui pratique une politique très favorable à la petite paysannerie. L'exemple d'Evo Morales en Bolivie les inspire.

Si nous ne voyons pas encore poindre le jour où la solidarité sera au rendez-vous pour conjurer la pauvreté dans ce pays, l'on sent graduellement se resserrer l'étau autour des privilégiés afin d'en arriver à un meilleur partage de la richesse. En fait,

on se plaît à espérer la conjonction du mouvement pour mettre fin à la corruption et à l'impunité et du mouvement paysan dans cette lutte à la pauvreté et à l'exclusion des paysans mayas au Guatemala.

CONCLUSION

De l'analyse de ces 2 éléments conjoncturels, on peut en déduire que des changements profonds sont en voie de s'opérer en regard de la corruption et de l'impunité et qu'un large consensus le permet actuellement. Par contre, rien n'indique que la diminution de la pauvreté et de l'exclusion, principalement des paysans mayas, est sur la même voie. Tout s'enlève pour que ce soit les solutions néolibérales qui se poursuivent. Les organisations paysannes devront convaincre davantage de la nécessité de réorienter les politiques gouvernementales vers l'agriculture familiale paysanne durable et renforcer le rapport de force en leur faveur.

Yves Nantel
8 juin 2016